



# France-Gaza : Un plan «abracadabrant» français pour la cessation des hostilités à Gaza

Par [René Naba](#)

Mondialisation.ca, 14 décembre 2023

[madaniya.info](https://www.madaniya.info) 12 décembre 2023

Région : [L'Europe](#), [Moyen-Orient et Afrique du Nord](#)

Thème: [Guerre USA OTAN](#)

Analyses: [LA PALESTINE](#)

Vibrionnant au Proche Orient, Emmanuel Macron en quête d'une vertébration intellectuelle et diplomatique

Une conférence se tient le 13 décembre 2023 à Paris sur la Palestine, la 2ème en moins d'un mois, cette fois en vue de mettre à l'index le Hamas, le mouvement islamiste palestinien, déclencheur de l'opération «Déluge Al Aqsa», considéré désormais pourtant par la grande majorité des Palestiniens et des peuples du tiers monde, comme le véritable représentant du peuple palestinien, en substitution de l'Autorité Palestinienne, déconsidérée par sa collaboration avec les autorités d'occupation israéliennes en Cisjordanie. Aucun pays arabe n'a accepté de participer à cette conférence qui sera marquée par la présence des principaux membres de l'Otan et de grands pays démocratiques de l'Afrique, tels la République Démocratique du Congo, le Kenya et le Nigeria. Retour sur cette fébrilité diplomatique française, jusque-là inopérante.

## Un Appel à la vertébration d'Emmanuel Macron

Vibrionnant sur le plan diplomatique à la faveur de la guerre de Gaza, Emmanuel Macron s'applique, en cet automne 2023, à compenser au Proche Orient la perte du Sahel, l'été 2023, par une débauche d'initiatives dont la cohérence n'est pas le trait dominant, avec, à la clé, un plan abracadabrant pour la cessation des hostilités à Gaza.

Face à la cohorte des dirigeants occidentaux qui se sont précipités en Israël pour affirmer leur soutien à ce pays, Emmanuel Macron a voulu se distinguer, en multipliant les initiatives: de l'appel à la coalition internationale contre le Hamas, sur le modèle de la coalition anti Daech, au bateau hôpital aux larges de Gaza, à la conférence de Paris sur la Palestine, aux déboires de sa concertation franco-arabe en marge du sommet du climat à Doubaï, au gel des avoirs en France de Yehya Sinouar, chef militaire du Hamas, -dont le trésor de guerre, faut-il le rappeler, est alimenté par le Qatar, un des plus gros investisseurs du parc immobilier parisien et ancien partenaire de la France dans la destruction de la Syrie-, à la nouvelle conférence de Paris sur la criminalisation du Hamas, la liste est longue. Anormalement longue pour un si court laps de temps qui dénote une fébrilité inquiétante.

L'effet blast que Jupiter recherchait s'est retourné contre lui. Le retour de flammes a été ravageur tant pour la visibilité de la diplomatie française que pour la crédibilité de la France.

- <https://www.madaniya.info/2023/12/04/gaza-les-premiers-enseignements-de-la-guerre/>

Au point qu'une personnalité respectable du cénacle médiatique, Natacha Polony, directrice de l'hebdomadaire «Marianne», ira jusqu'à lancer un appel d'offres en vue de greffer une colonne vertébrale au président français.

- <https://www.marianne.net/agora/les-signatures-de-marianne/natacha-polony-avis-de-recherche-une-colonne-vertebrale-pour-emmanuel-macron>

En vain. En dépit du sarcasme qui a accompagné les révélations sur sa complicité avec Bernard Henri Lévy et des quolibets qui se sont ensuivis sur la complaisance présidentielle à l'égard du fer de lance de la guerre médiatique pro-israélienne sur le théâtre européen, Macron persévèrera : Au mépris du principe de la laïcité, un principe cardinal de la vie publique du seul pays au monde se réclamant de ce principe, le président français a célébré la fête juive Hanoukka à l'Élysée, en présence du Grand Rabbin de France Haïm Korsia, s'attirant un volet de bois vert de la part de la classe politique française.

«Un gamin de 10 ans avec une panoplie du petit chimiste, mais de la vraie nitroglycérine et des vraies allumettes», réagira la sénatrice socialiste Laurence Rossignol à la célébration de la fête juive Hanoukka à l'Élysée.

## Le surréalisme journalistique de la presse française

Même la presse française paraît gagnée par le surréalisme dans son approche politique des événements du Proche-Orient.

Ainsi, le quotidien Libération assurera, sans la moindre source confirmative de son assertion, que le président syrien Bachar Al Assad s'est abstenu de se rendre au sommet du Climat à Dubaï, par crainte du mandat d'arrêt lancé à son encontre par la France. Croit-il vraiment ce graphomane que le président syrien serait terrorisé par un mandat d'arrêt d'un pays relégué au rang d'«état affinitaire» en Syrie par son allié américain, lui, qui a tenu tête à une guerre destructrice menée par une coalition de 120 états ? S'est-il douté un seul instant ce plumitif que le président syrien de même que le président iranien Ibrahim Raïssi, absent lui aussi de Dubaï, paraissent soucieux de ne pas figurer sur la photo finale de la conférence aux côtés du président israélien, Isaac Herzog, dont le pays se livrait à une destruction systématique de Gaza. Une protestation silencieuse en somme contre la boucherie de Gaza.

Le président israélien a dû d'ailleurs quitter Dubaï sans prononcer son discours, tant sa présence paraissait incongrue à bon nombre de participants alors qu'Israël se livrait à un nettoyage ethnique de l'enclave palestinienne, s'y livrant à une boucherie à ciel ouvert.

Pour la bonne santé de la démocratie française, il serait judicieux que les commentateurs et analystes se dégagent du cadre étriqué de l'eurocentrisme dans leur approche des phénomènes du monde, alors que la planète s'achemine vers sa désoccidentalisation. Le quotidien Libération est d'ailleurs coutumier des analyses fantaisistes particulièrement en ce qui concerne la Syrie.

- Pour aller plus loin sur ce thème, cf, ce lien : <https://www.madaniya.info/2016/04/01/syrie-riad-hijab-bouffon-roi/>

## Le Liban, point d'orgue de la diplomatie française

Le Liban demeure toutefois le point d'orgue de la diplomatie macronienne.

Campant avec bonheur le rôle de «petit télégraphiste des Israéliens», -un rôle assumé auparavant avec empressement par Laurent Fabius, patron du Quai d'Orsay à l'époque, lors des négociations internationales sur le nucléaire iranien-, pas moins de deux émissaires se sont relayés à Beyrouth, en moins d'un mois, pour forcer le Liban à consentir à une zone démilitarisée de 40 kms afin de favoriser le retour dans leurs foyers de la population des agglomérations israéliennes du Nord de la Galilée.

- Sur Laurent Fabius « petit télégraphiste des israéliens », cf ce lien :

<https://www.madaniya.info/2015/07/24/iran-nucleaire-laurent-fabius-petit-telegraphiste-des-israeliens/>

Le premier émissaire, Jean Yves Le Drian, ancien ministre des Affaires étrangères, a plaidé en faveur de l'élection du commandant en chef de l'armée le général Joseph Aoun, à la présidence de la République libanaise «dans l'intérêt de la France et de l'Europe», faisant valoir, cocasse, que la présence de l'officier supérieur libanais à la tête de l'État Libanais pourrait brider le flux migratoire des réfugiés syriens vers l'Europe, oubliant que sous la mandature du socialiste François Hollande, dont il était le ministre de la défense, la France a été un des chefs de file de la destruction de la Syrie.

### Retrait du Hezbollah au-delà du Litani contre retrait israélien au sud de Haïfa

Le second Bernard Emié est le directeur de la DGSE Son retour à Beyrouth sur le terrain de ses anciens méfaits était particulièrement malvenu. Fidèle à lui-même, le comportement de l'ancien proconsul de France au Liban a été jugé « hautain et présomptueux » par le quotidien libanais Al Akhbar.

M. Emié, faut-il le rappeler, est l'auteur de l'ineptie juridique sur la «responsabilité implicite» de la Syrie et du Hezbollah dans l'assassinat en 2005 de l'ancien premier ministre Rafic Hariri, qui a valu au Liban, en état de faillite, de financer à ses frais près d'un milliard de dollar le fonctionnement du tribunal spécial sur le Liban chargé de juger les assassines présumés du milliardaire libano saoudien, partenaire en affaires du président Jacques Chirac.

L'homme, dont la mandature à la tête renseignement français a été marquée par la déconfiture de la France dans son pré-carré africain (Mali, Burkina Faso et Niger) a surtout cherché à mobiliser les alliés traditionnels de la France,- l'aile radicale du leadership maronite, les anciennes milices chrétiennes—pour sa sinistre besogne :

Forcer le Liban à consentir à une zone démilitarisée de 40 kms, non pas tant pour favoriser le retour dans leurs foyers des Israéliens déplacés de la Haute Galilée, mais pour entraver les actions de harcèlement du Hezbollah sur le front nord israélien en vue de réduire la pression militaire sur Gaza.

Le Hezbollah a laissé entendre, que dans l'hypothèse d'un dégageant, il ne saurait être unilatéral, du côté libanais exclusivement. Toujours dans une telle hypothèse, la formation chiite exigerait l'application du principe de réciprocité qu'elle a imposé dans ses règles d'engagement des hostilités avec Israël.

Dans son optique, le dégageant du Hezbollah libanais au fleuve Litani, soit à 40 kms de la frontière libanaise, devrait s'accompagner d'un dégageant équivalent de l'armée

israélienne de sa frontière Nord jusqu'au sud de Haïfa, de manière à signifier aux éventuels interlocuteurs occidentaux, dans l'ordre subliminale, une réciprocité de traitement dans tout ce qui a trait à l'équilibre de la dissuasion entre Israël et le Hezbollah.

Bernard Emié a laissé planer la possibilité de retirer le contingent français de la FINUL en vue de contraindre le Liban à observer intégralement la Résolution 1701 sur le Liban prévoyant le dégagement de la zone frontalière d'Israël de toute présence armée.

Réagissant avec ironie aux propos de l'émissaire français, un des interlocuteurs libanais aurait suggéré au maître espion français de mandater une firme de BTP française afin de modifier le cours du fleuve Litani et de le tracer le long de la frontière libano israélienne pour obtenir ainsi satisfaction de sa demande.

((L'engagement du Hezbollah dans la guerre a contraint Israël à immobiliser dans la région frontalière libano-israélienne le tiers des effectifs logistiques de l'armée israélienne, y compris des troupes d'élite, la moitié de ses forces navales, alors que 50 pour cent de sa force balistique a été positionnée en direction du sud-Liban.))

## Incidents en Mer rouge entre les Houthistes et la marine française

Tout se passe, estime Al Akhbar, comme si la France a épousé complètement le point de vue israélien dans l'espoir d'être incluse dans le jeu diplomatique régional dont elle est pour l'instant exclue. Se plaçant aux avant postes de la défense d'Israël, la marine française a abattu le 9 décembre deux drones houthistes tirés depuis le Yémen en direction d'Israël.

La riposte n'a pas tardé. La frégate française, qui patrouille en mer Rouge, a été visée le lendemain par des drones tirés par le groupe islamiste depuis le Yémen. La frégate Languedoc navire est déployée depuis la mi-novembre aux côtés du porte-avions américain Eisenhower dans un carrefour commercial hautement stratégique entre le Yémen et l'Égypte.

Le baptême de feu de la France dans la guerre de Gaza a ainsi été acté lundi 11 décembre à l'avant-veille de la conférence Paris consacrée à la mise à l'index du Hamas, dont les Houthistes en sont de fermes alliés.

## Le plan franco saoudien pour la fin des hostilités à Gaza

La visite de M. Emié à Beyrouth a été doublée par un déplacement à Ryad de Mme Anne Grillo, ancienne ambassadrice au Liban et nouvelle Directrice du Département ANMO (Afrique du Nord-Moyen Orient) au Quai d'Orsay en vue de concocter un plan visant à la cessation des hostilités à Gaza. L'activisme diplomatique français est supervisé depuis l'Élysée par M. Xavier Chatel, ancien ambassadeur de France à Abou Dhabi.

Selon les indiscretions de la presse libanaise, ce plan prévoirait notamment

- La libération de 5.000 prisonniers palestiniens des geôles israéliennes - et non de dix mille comme le réclame le Hamas afin de ne pas donner pleinement satisfaction au mouvement islamiste palestinien;
- L'octroi d'un sauf conduit aux dirigeants du Hamas pour les exiler en Algérie ;
- Le déploiement d'une force d'interposition à Gaza constituée par la France, l'Arabie saoudite et les Emirats arabes Unis, autrement dit la coalition des vaincus de la guerre du Yémen contre les Houthistes ;
- Enfin, dernier et non le moindre, placer Gaza sous l'administration de l'Autorité Palestinienne.

Se préoccuper de soulager militairement un pays qui procède à un nettoyage ethnique d'une population supposée amie de la France, bénéficiant de surcroît d'un pont aérien de 200 avion cargos, en deux mois de combat, représentant dix mille tonnes de matériel militaire, en superposition à une aide militaire annuelle de 3,8 milliards de dollars, avec en prime un droit de veto au Conseil de sécurité... Un tel comportement se qualifie généralement en droit international de «co-belligérance».

Parachuter dans une zone de guerre une autorité discréditée par sa collaboration avec son occupant constitue un cas type de «vichysme», par référence au régime collaborationniste de Vichy avec le nazisme dont la bureaucratie française a du mal à s'en départir.

Le journal Al Akhbar n'a pas hésité à qualifier le comportement de la France d' «odieux agent stipendié au service de l'ennemi».

René Naba

Notes :

- Pour le lectorat arabophone, les entretiens de Bernard Emié à Beyrouth, le journal Al Akhbar en date du 11 décembre 2023 : Les militaires tiennent la décision à l'Elysée, les diplomates sont furieux : La France entre en guerre contre la Palestine, [sur ce lien](#).
- Et les liens du quotidien libanais concernant la conférence sur la Palestine pour déclarer le Hamas « terroriste' »  
Le plan franco saoudien prévoyant l'exil des dirigeants du Hamas vers l'Algérie, avec sauf conduit, [sur ce lien](#).
- Les États-Unis et France pour la prolongation du mandat du commandant en chef de l'armée et l'application des résolutions 1704 et 1559 sur le Liban en vue d'aménager une zone démilitarisée dans la région frontalière libano-israélienne, [sur ce lien](#).

La source originale de cet article est [madaniya.info](http://madaniya.info)

Copyright © [René Naba](#), [madaniya.info](http://madaniya.info), 2023

Articles Par : [René Naba](#)

A propos :

Journaliste-écrivain, ancien responsable du Monde arabo musulman au service diplomatique de l'AFP, puis conseiller du directeur général de RMC Moyen-Orient, responsable de l'information, membre du groupe consultatif de l'Institut Scandinave des Droits

de l'Homme et de l'Association d'amitié euro-arabe. Auteur de "L'Arabie saoudite, un royaume des ténèbres" (Golias), "Du Bougnoule au sauvageon, voyage dans l'imaginaire français" (Harmattan), "Hariri, de père en fils, hommes d'affaires, premiers ministres (Harmattan), "Les révolutions arabes et la malédiction de Camp David" (Bachari), "Média et Démocratie, la captation de l'imaginaire un enjeu du XXI<sup>me</sup> siècle (Golias). Depuis 2013, il est membre du groupe consultatif de l'Institut Scandinave des Droits de l'Homme (SIHR), dont le siège est à Genève et de l'Association d'amitié euro-arabe. Depuis 2014, il est consultant à l'Institut International pour la Paix, la Justice et les Droits de l'Homme (IIPJDH) dont le siège est à Genève. Depuis le 1<sup>er</sup> septembre 2014, il est Directeur du site Madaniya.

**Avis de non-responsabilité** : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](http://Mondialisation.ca) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](http://Mondialisation.ca) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: [media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)

[Mondialisation.ca](http://Mondialisation.ca) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: [media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)